Cahiers de
l'humanisme libertaire
REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES
Février 1965 — Nouvelle série - N° 109 — ABONNEMENT ANNUEL : 8 F — LE NUMERO : 0,70 F

JÉRÉMIES

RÉVOLUTIONNAIRES

Nous éprouvons autant que n'importe qui les difficultés de la lutte et savons la lenteur des progrès de l'humanité. Nous ne perdons pas de vue, même, la possibilité d'un recul de notre civilisation dans l'avenir, car nous avons saisi, dans l'étude de la vie de notre espèce, ce que sont les flux et les reflux de l'histoire. Et dans notre vie, qui a été toute, et toujours, une vie de lutte, nous nous sommes suffisamment donnés pour avoir connu les déceptions et les désanchantements qu'ont connus tous les lutteurs de toutes les époques.

Ce n'est donc pas nous qui idéalisons l'homme, et qui, contrairement à certains philosophes humanistes, voyons dans tous les individus qui composent la masse des habitants de cette Terre, des possibilités créatrices réfrénées, des aptitudes généralisées pour construire, pour faire le bien, et des aspirations latentes d'amour, de liberté, de perfection ou de perfectionnement.

Nous savons aussi que les besoins et les appétits matériels immédiats guident le plus grand nombre, non pas des hommes, mais des hommes occidentaux, ce qui leur fait sacrifier les valeurs morales, tandis que, par exemple, les 430 millions d'Indiens sacrifient les valeurs matérielles à leur vie spirituelle, ce qui ne donne pas non plus de résultats encourageants. Nous savons que les hommes, les peuples, les races commettent des erreurs, font continuellement des faux pas, et qu'ils en feront encore.

Néanmoins, nous persévérons et continuons la lutte parce que nous savons que si l'on raisonne objectivement, en pénétrant tous *les aspects de ce que nous appellerons schématiquement le problème humain, nous pouvons, aussi, montrer des faits et des résultats positifs et encourageants. Tout n'est pas négatif chez l'homme, tout n'est pas uniquement opposition d'intérêts sordides, exploitation de son prochain, sottise et cruauté. Un inventaire sérieux nous montrerait que des qualités de sociabilité existent aussi, qui constituent une base de morale sans laquelle les sociétés humaines auraient été impossibles. Kropotkine a écrit* l'Entraide *pour prouver que, précisément, ce principe, sinon théoriquement formulé, du moins pratiquement appliqué, a été la loi fondamentale de l'évolution positive de notre espèce. A travers les siècles et les millénaires, des hommes, le meilleur de l'humanité, ont cherché la vérité, la connaissance et se sont efforcés d'aider leurs semblables à conquérir plus de bonheur et plus de liberté. Des collectivités qui aujourd'hui s'étendent à l'échelle de certaines nations, aident d'autres collectivités plus malheureuses. De plus en plus l'entraide s'étend à l'échelle nationale, l'instruction se généralise. Les coopératives englobent quelque deux cents millions d'habitants sur la planète, et elles tendent à se développer davantage. Et quand il s'agit de dévouement à une cause que l'on croit juste, quand il s'agit d'aider son prochain, l'homme va beaucoup plus loin que ne l'a fait n'importe quel animal, quelle que soit sa sociabilité.*

Se plaindre et pleurer sur les défauts de l'espèce humaine jugée incurable est donc fausser la vérité. Le progrès moral et social est visible tous les jours, et plus encore à longueur de décennie et de siècles. Et il peut continuer. A condition de ne pas relâcher notre effort. Et nous ne comprenons pas les « révolutionnaires » qui ne font qu'accumuler des raisons de pessimisme et de désespoir. Leur position ne mène qu'au néant.

Hommage aux Reclus

G. L.

Nous devons au Groupe d'Amis d'Elisée Reclus, et particulièrement à notre ami Jacques Reclus, la publication au milieu de l'année dernière, d'un livre signé Paul Reclus, et qui porte pour titre *Les Frères Elie et Elisée Reclus.* Ce livre, de 200 pages de texte serré, je m'excuse de le commenter si tard, mais, si invraisemblable que cela paraisse, le manque de temps, de tranquillité d'esprit, les multiples tâches mesquines et obsédantes que la vie impose m'ont empêché de le lire jusqu'à maintenant. Car je voulais en prendre connaissance avec le minimum de tranquillité et de concentration qu'exige la ferveur presque religieuse due aux choses et aux êtres qu'on estime profondément, et même que l'on vénère.

La vie d'Elie et d'Elisée Reclus, leur personnalité exceptionnelle d'hommes et de savants, de penseurs et de lutteurs sont si riches qu'elles suscitent en moi cette vénération. Non que jusqu'à maintenant elles m'aient été inconnues, ou très peu connues. Le livre que Max Nettlau a écrit sur Elisée fut publié en espagnol vers 1930, et il est presque exhaustif. De plus, tant la *Géographie Universelle* que *l'Homme et la Terre*, les brochures de propagande et les petits livres de divulgation scientifique (*Histoire d'un Ruisseau, La Montagne, Neiges, rivières et lacs, l'Atmosphère*), j'ai lu tout cela il y a bien longtemps ; et quand, pour la quatrième fois de ma vie j'ai reconstitué ma bibliothèque — les autres étant restées en route au cours de mes déplacements volontaires ou forcés — je me suis au plus vite procuré les deux plus grandes de ces œuvres, et ce que j'ai pu des plus petites. J'y ai ajouté, on le comprendra, la merveilleuse *Correspondance* d'Elisée.

Jacques Reclus et ses amis ont bien fait de conserver en lettres d'imprimerie ce qui se rapporte à la vie de ces deux hommes, car sous prétexte de refus de l'idolâterie, on a trop perdu l'habitude, dans les milieux libertaires, d'attacher l'importance qu'elles ont aux biographies des grandes personnalités dont l'exemple devrait, cependant, toujours susciter l'émulation. Et quelle émulation, quel réconfort provoquent en tout individu non gonflé de suffisance et de vanité le passage sur cette terre de la famille Reclus dont Blasco Ibañez pouvait écrire qu'elle honorait l'humanité!

Ce dernier livre nous permet de mieux la connaître pour mieux l'admirer. Depuis le père, pasteur protestant fervent et illuminé, mais si pur et si intègre, et déjà, à sa façon, anarchiste devant l'injustice et le privilège, depuis, aussi, la mère admirable que ses trop nombreuses maternités n'empêchaient pas d'éduquer ses enfants et de se donner à l'enseignement public, jusqu'aux frères et sœurs, qui tous dépassaient la moyenne humaine jusqu'à celui qui en fut le sommet : Elisée.

C'est surtout la vie de celui-ci, et de son frère aîné, Elie qui fait l'objet du livre que nous commentons. Nous assistons à la première formation, au bord de la Dordogne, puis à Orthez et autres localités des Basses-Pyrénées, des deux enfants que leur père enverra en Allemagne, à l'âge de treize ans, étudier la théologie car il veut, obstinément, en faire des pasteurs. Puis c'est la lente formation intellectuelle, le doute antireligieux, l'éveil au libéralisme, au républicanisme, et, à travers une expérience variée qui les conduit en d'autres endroits d'Allemagne, à Genève, patrie du calvinisme, en Angleterre, puis en Amérique pour Elisée, le cheminement vers des conceptions égalitaires et que d'autres lectures viendront éclairer davantage. Vers 1850, faisant écho à Proudhon et à Bellegarique, Elisée Reclus, encore croyant, mais libéré de l'Eglise protestante, écrit la phrase si souvent répétée : « l'anarchie, la plus haute conception de l'ordre ». Hélas, ce qu'il entendait par anarchie était bien différent de ce que d'autres, qui se sont même réclamés de lui, entendirent par la suite.

Tout au long des deux cents pages de ce texte nous assistons au déroulement d'une vie toute de volonté, de travail, d'études et de recherches, d'élévation, de courage et de dignité. Le grand savant était en même temps l'homme le plus simple : « Ce n'est pas à moi qu'il appartient de faire fi d'un gagne-pain quelconque, écrivait-il, moi qui ai été porteur, portefaix, menuisier, marchand de morue, moi qui ai brigué d'un cordonnier l'honneur de devenir un de ses commis. Pourvu que je travaille et que mon travail soit utile, que m'importe. »

Cela ne l'a pas empêché, naturellement, d'être professeur de géographie, et très tôt un géographe renommé pour lequel de nombreux intellectuels

anglais et nord-américains intervinrent auprès du gouvernement de Thiers quand le tribunal militaire de Paris le condamna pour sa participation à la Commune de Paris. Et après avoir publié *La Terre,* avec la maison Hachette, celle-ci le chargea d'écrire la monumentale *Géographie Universelle* en 19 volumes de 800 à 900 pages chacun. Ce furent vingt-deux ans de travail assidu, à raison de deux à trois pages par jour... « Il pouvait rédiger dans les endroits les plus invraisemblables, nous dit Paul Reclus : à l'arrêt d'un train, dans une salle d'attente de gare, sur un coin de table dans un café. Il avait dans ses poches, disposé comme la cartouchière d'un Caucasien, tout un assortiment de crayons. Sa mémoire était prodigieuse ; pour vérifier une référence, il se levait de sa table, prenait le livre exact dans les rayons, l'ouvrait à la page voulue, et avait repris la plume un instant après. »

Mais si Elisée Reclus était un grand savant qui imposa le respect à nombre de ses adversaires politiques, c'était aussi un penseur et un philosophe. *L'Homme et la Terre* — quatre grands volumes — n'est pas un livre de théoricien ou de doctrinaire. La philosophie libertaire qui s'en dégage comme un parfum se dégage des fleurs composant un parterre le classe parmi les grands humanistes du dix-neuvième siècle.

Savant, penseur, humaniste... ajoutons aussi l'écrivain. Quelle facilité de plume, quelle maîtrise de la langue (lui qui en connaissait une douzaine), quel don poétique, quel art merveilleux dans la description de la nature ! Aucun géographe n'a eu à ce point ce don d'évoquer une vallée, un coin de montagne, un horizon, un sommet, une cataracte. On connaît la poésie de Chateaubriand dans la description de la nature, mais chez celui-ci l'effort du constructeur de cathédrales littéraires se sent. Chez Elisée Reclus, le style coule, pur, clair et transparent comme une source qui traverse en chantant les prairies.

Savant, penseur, écrivain... Et l'homme ? L'homme de courage en toutes circonstances, publiques et privées, le père et le grand-père autant que l'ami et le militant, l'homme inflexible quand il s'agissait de son devoir et de la vérité. Ecoutons et retenons cette profession de foi qu'il écrivait deux mois avant sa mort :

« Je tâche de veiller sur chacun de mes pas et d'interroger ma conscience sur chacune de mes actions. Après la satisfaction d'avoir pris le droit sentier, la plus grande pour moi est d'être approuvé par les êtres que je respecte et que j'aime. Je sens le lien de solidarité qui m'unit à eux, et par eux à tout ce qui vit et qui souffre. Si je travaille à m'appartenir, c'est pour me donner, et si je tiens à être fort, c'est pour me donner pleinement ; ayant tout reçu des autres, je tiens à leur rendre tout... Je m'en tiens au vieux proverbe français : « Fais ce que doit, advienne que pourra ». Voilà une morale qui me paraît convenir à des hommes: le devoir quand même, et, s'il le faut, l'infortune pour récompense. »

Tel fut Elisée Reclus, tel fut son frère Elie, telle fut toute cette famille. Nous avons cependant conscience de l'insuffisance de notre commentaire pour donner une idée satisfaisante du contenu de ce livre. Il faut le lire pour y puiser une leçon de courage et sentir davantage l'envie d'être des Hommes.

P. S. — On peut demander ce livre à Valerio Mas, C.C.P. N° 19 761 70 - Paris - B. P. 105 -Paris XI^{e} - Prix de vente, 8,75 F.

...Ce mensonge le plus vil et le plus redoutable de notre siècle : le démocratisme officiel et la bureaucratie rouge.

Bakounine
(*Lettre à Herzen*)

LA PRESSE QUOTIDIENNE (1)

(UN LIVRE DE NICOLAS FAUCIER)

Marcel RENOT

On achète chaque matin son journal sans trop se demander comment on le fabrique en totalité, et quelles sont les voies, ouvrières, politiques financières, etc. qu'il a dû suivre pour vous arriver aussi régulièrement dans les mains.

Tel qu'il est, et l'auteur le dit justement dans son avant-propos, le journal, sans être ce que nous aimerions qu'il fût, calme quand même plus ou moins l'appétit d'informations que nous ressentons tous.

Certes, le lecteur reste souvent sur sa faim ! Mais il arrive aussi que, une fois éveillée, sa curiosité excite l'imagination qui, alors, franchit les limites des textes — du moins quand son esprit n'est pas trop passif —, ce qui, de toute évidence, n'est pas très fréquent. Bien entendu, on ne peut demander à la presse ce qu'elle ne peut donner, c'est-à-dire une attitude impartiale, objective dans l'information. Ce serait, comme on dit, demander la lune. Les hommes d'argent qui la dirigent savent qu'à part une minorité de lecteurs — qu'ils méprisent — la clientèle n'est guère difficile. Au reste, les magnats-marchands de papier ont « conditionné » leurs chalands : « quand vous décrivez un assassinat, montrez le sang, cela fait monter la vente ». Cette citation (et combien d'autres !) est significative. Le crime est un chemin de velours pour ces messieurs. Ils s'y promènent délicieusement, car il conduit à un coffre-fort rassurant où la stabilité de la bêtise, soigneusement entretenue, est changée en or.

Toutefois, la presse n'a pas toujours osé refuser de s'associer à certaines « entreprises de salubrité » et Faucier dit vrai, à ce propos, quand il nous rappelle les campagnes généreuses et efficaces menées avec des articles retentissants comme le *J'accuse* d'Emile Zola, dans l'affaire Dreyfus, ou, plus près de nous, ceux d'Alexis Donan qui aboutirent à la suppression des maisons de correction, ces bagnes d'enfants. Mais, selon notre auteur, « cela est trop souvent le pavillon qui recouvre la marchandise ». (Il serait vrai aussi de dire que ces campagnes firent, elles aussi, « monter la vente »...).

Quoi qu'il en soit, ils ont su, ces honorables messieurs, créer des spécialités alléchantes. Voyez les manchettes aux étals : aventures de B.B. les mamelles, de Soraya (qui est cette idiote ?), de Sarapo (qui est ce minus ?), d'une Fabiola grosse de quelques mois (c'est un heureux événement !). Aujourd'hui même, 10 janvier, on nous apprend que sa Majesté Elisabeth II a fait un mariage d'amour : la Reine fornique, vive la Reine ! Cette faune s'accouple, se marie, divorce, montre son nu et ses bidets. C'est comme si on y était.

« Alors que *le Monde* consacre environ les deux tiers de sa surface aux articles, *le Parisien libéré* (libéré de quoi ?) ne leur réserve que 40 pour cent, et, dans ce dernier chiffre, les questions de politique intérieure n'interviennent que pour 10 pour cent, c'est-à-dire quatre pour cent de la surface totale ». On ne peut mieux dire. Les affaires sont les affaires. Un certain journal du soir (1 500 000 exemplaires) a 50 pour cent de sa surface occupée par des petites annonces et des placards de publicité. Le reste parle « du sang à la une », du sport, des horoscopes pour les débiles mentaux, des photos de toute sorte, des portraits de vedettes de la scène et du crime. Très indulgent, l'auteur pense que trop fatigué par le rythme toujours plus rapide de son existence, le lecteur cherche — et trouve — dans cette littérature peu ragoûtante, une détente dont il a besoin. Faute de goût ? de temps ? Voire. Serons-nous pardonné s'il nous vient à l'esprit ce refrain de Brassens ? :

« Le temps ne fait rien à l'affaire
quand on est c.., on est c.. ».

Les magnats-marchands de papier, nous l'avons dit, spéculent sur la « standardisation » des robots qu'il faut tenir dans l'ignorance des faits et dans la qualité qu'évoque le refrain cité ci-dessus.

Dans son livre si clair, Nicolas Faucier dissèque le mécanisme de la distribution des journaux par des firmes bien appuyées par les banques. Et nous voyons que ces firmes exercent une censure efficace encore qu'astucieusement cachée.

Le livre est riche en renseignements de toutes sortes. Il nous apprend, par exemple, que le transport général des journaux exige par voitures ou wagons 68 000 kilomètres de parcours par jour...

Véritable anatomiste de la presse, l'auteur nous instruit aussi des grosses affaires de publicité. Là, il faut avoir le cœur solide car, en s'exprimant comme Flaubert, on pourrait dire que « cela fait l'impression de ces fortes latrines où l'on marche à chaque pas sur un étron ».

Nos « Cahiers » sont trop minces pour que nous puissions nous étendre davantage sur toutes les richesses que contient cet ouvrage — illustré — qui nous fait connaître, avec l'historique de la presse depuis T. Renaudot, l'évolution des techniques grâce auxquelles les journaux, tels que nous les connaissons, existent.

L'atmosphère des imprimeries nous est révélée avec les mœurs et le comportement de ses travailleurs, au double point de vue professionnel et syndical, ce qui est loin d'être aussi simple qu'il pourrait y paraître.

Un autre mode d'information, radio et télévision, fait l'objet d'une sérieuse étude. Nous voyons ainsi comment la propagande gouvernementale réussit facilement à former l'opinion publique. Nous trouvons des pages inénarrables sur la prestidigitation de la R.T.F., sur la raison d'Etat qui censure — et supprime — des émissions qui la gênent dans les entournures. Parbleu ! C'était une opinion d'Hitler : « tout instrument d'éducation populaire doit être au service de la nation et de l'Etat ». Le conseil n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. Et Faucier nous conte comment, par exemple, le truquage des images du petit écran, permet de fabriquer une foule délirante — qui n'existe pas — autour d'un homme long de jambes et de nez.

« Après l'turbin » le travailleur en quête de détente en voit trente six étoiles ! Tout en cassant la graine, c'est délicieux.

« L'peuple il en a d'la réjouissance » comme disait le vieux Paillette. Empressons-nous d'en rire.

Parlant aussi de l'Amérique, Faucier pense que l'abêtissement est en train de gagner toute la planète. Nous sommes de son avis. Comment pourrait-on penser autrement ?

Mais nous ne pouvons, hélas, nous laisser aller et tourner encore des pages du bon livre de Nicolas Faucier dont la documentation est passionnante. Et nous souhaitons à tous nos camarades qu'ils aient le plaisir de le lire. Ils ne le regretteront pas.

---

(1) 339 pages, 17 francs. En vente aux Editions Syndicalistes, 21, rue Jean-Robert, Paris 18^{e} et à La Ruche Ouvrière, 10, rue de Montmorency, Paris, 3^{e}.

DÉGÉNÉRESCENCE SYNDICALISTE

Max STEPHEN

Les ouvriers de la British Aircraft Corporation ont fait, à Londres, une manifestation d'une telle ampleur que depuis 1936 on n'en avait pas vu de semblable. La raison ? Le gouvernement a l'intention de ne pas construire le bombardier supersonique TSR 2, et de renoncer à d'autres projets militaires. Ces travailleurs, naturellement syndiqués, ne peuvent admettre de si dangereux projets. Et encore ne s'agit-il que d'une faible part des fabrications de guerre, que serait-ce si le gouvernement britannique décidait d'en arriver au désarmement ? Que serait-ce si tous les arsenaux, toutes les usines, toutes les fabriques, tous les ateliers, les industries diverses qui travaillent à la préparation de la guerre dans tous les pays, décidaient, à conséquence d'un accord international, de supprimer le budget militaire ? Tous ces braves salariés, conscients et organisés, appartenant soit à des partis d'avant-garde (les protestataires de Londres rappelaient dans leur manifestation qu'ils avaient voté pour les travaillistes), soit à des organisations syndicales révolutionnaires, ou tout du moins situées à gauche, se révolteraient contre les gouvernements coupables de si terribles méfaits.

Mais, dira-t-on, la suppression des armements c'est la suppression de la guerre ; ne pas construire d'avions supersoniques destinés à transporter des bombes atomiques à des milliers de kilomètres, pour faire des millions de victimes, c'est limiter les massacres qui pourraient se produire. Les protestataires le savent autant que nous, mais ils n'en ont cure. L'important, pour eux, c'est de continuer à toucher de bons salaires et à bien vivre, c'est de jouir de leur week-end, de pouvoir jouer aux courses le lundi malgré l'absentéisme que cela provoque dans nombre d'usines d'Angleterre, c'est d'être assez gros et assez gras pour qu'on ne les distingue pas des bourgeois (les clichés pris pendant la manifestation nous montraient des joues rebondies et des visages réjouis). L'argent gagné et la situation assise grâce aux futurs massacres ne troublent pas leur conscience. Il semble, du reste, qu'à mesure que l'être physique de l'homme se dilate, sa conscience se rétrécit, et l'abondance matérielle de notre époque a, entre autres, cette conséquence inattendue.

Or, cette manifestation de Hyde Park avait été organisée par les syndicats auxquels appartenaient les travailleurs menacés, et avec la bénédiction des autres trade unions. Tel est le degré de dégénérescence atteint par les syndicats ouvriers.

Ceux-ci ont pour mission primordiale la défense des intérêts des travailleurs. Donc, la lutte pour de meilleures conditions d'existence au moyen des augmentations de salaires, de la diminution des heures de travail, de l'amélioration des conditions générales dans lesquelles vivent les salariés. Tel fut le point de départ, mais il est arrivé qu'une partie de militants ouvriers ont compris que cela ne suffisait pas. Qu'il fallait non se limiter à des conquêtes immédiates et de portée limitée, mais aller au-delà : c'est-à-dire à la disparition du salariat, en faisant pénétrer dans l'esprit et dans les activités des syndicats et des syndiqués les revendications du socialisme dont le mouvement syndical était en partie issu.

Cela conduisait à poser la question de l'existence des classes, du capitalisme, du salariat, de la justice et de l'égalité économique. Il ne s'agissait plus seulement d'arracher de meilleures rémunérations, plus d'hygiène dans les ateliers, et même des retraites pour les travailleurs : il s'agissait d'arriver à ce que les ouvriers prissent en main l'organisation générale du travail et de la production. C'est ce à quoi pensèrent les trade unions d'Angleterre quand elles décidèrent de fonder le labour party, ce à quoi pensèrent les militants syndicalistes français quand ils élaborèrent la Charte d'Amiens et improvisèrent une doctrine appelée syndicalisme révolutionnaire en prenant au socialisme d'une part, à l'anarchisme d'autre part, assez d'éléments pour constituer une synthèse apparemment originale. Dans les deux cas, et dans d'autres, quoique à un moindre degré, il s'agissait de reconstruire la société sur des bases nouvelles, en apportant non seulement des critères nouveaux d'organisation sociale, mais une éthique nouvelle et supérieure, qui débordait le cadre des valeurs insuffisantes de la société capitaliste, et les transcendait en s'élevant à la grandeur de la novation historique.

La lutte contre la guerre, l'internationalisme, la vision d'une humanité fraternelle réconciliée grâce à la disparition des frontières, faisaient partie de l'ensemble de la doctrine et l'idéal syndicaliste.

Mais ces grands buts, qui réclament de grands esprits et de grandes volontés, et une capacité d'idéalisme qui dans l'histoire n'appartient qu'à des minorités, n'ont pas tardé à s'estomper. Seule la C.N.T. espagnole y est restée fidèle, parce que, justement, elle était avant tout l'œuvre des anarchistes sociaux d'Espagne qui poursuivaient tenacement la réalisation d'une société nouvelle et pour qui les améliorations immédiates ne constituaient qu'une gymnastique révolutionnaire préparant les masses et les syndicats à des tâches plus hautes et plus amples : les collectivités de 1936-39 n'auraient pas été possibles sans ces précédents, sans cette poursuite obstinée.

Nous sommes arrivés à un standard de vie deux, trois, quatre fois supérieur à ce qu'il était, selon les métiers, les industries et les nations, il y a un siècle. Alors, ouvriers et syndicats se sont embourgeoisés et s'embourgeoisent, abandonnent les grands buts et les idéaux d'hier, et au lieu de continuer la lutte de classes pour la dépasser et éliminer l'exploitation de l'homme par l'homme, ils copient leurs ennemis de classes, hier tant décriés.

La première place donnée aux intérêts matériels, le mépris grandissant des questions de principes, des problèmes humains, de la dignité ouvrière ont largement contribué à cette déviation. Aujourd'hui, l'ouvrier anglais est plus solidaire de la bourgeoisie et du capitalisme de son pays que de l'ouvrier français ou allemand. L'ouvrier français et l'ouvrier allemand sont aussi solidaires de la structure économique de leur pays, et le cas échéant, entreront en lutte contre les autres.

Cela n'est pas nouveau, car on peut le faire remonter à la lutte des corporations au sein du Moyen Age, et à la prolongation de cette lutte jusqu'à nos jours. Mis à part quelques sursauts passagers, chaque métier, chaque industrie s'est avant tout préoccupé de soi-même et a refusé de considérer si telle ou telle conquête, tel haut niveau de salaire, pouvait nuire à une catégorie de travailleurs, ou à l'ensemble des usagers. Il y a un demi-siècle, Max Nettlau écrivit une brochure sur la « Responsabilité des travailleurs dans la lutte ouvrière », brochure dans laquelle il montrait qu'accepter de faire du mauvais travail, falsifier telle ou telle marchandise, tel ou tel produit comestible c'était attenter à la santé et à la vie des travailleurs qui, ensuite, seraient victimes de ces contrefaçons, de ces vols, de ces escroqueries. Mais on n'a pas eu le temps, en France, d'arriver à donner un contenu moral suffisant au monde syndical. La guerre de 1914 est venue, puis la mainmise des politiciens communistes sur les organisations ouvrières. Et si l'on n'a pas été capable de briser le cadre corporatif, où chaque syndiqué se cantonne dans ses intérêts personnels et immédiats, on l'a été encore moins de déborder le cadre de la nationalité.

Aussi, aujourd'hui, malgré les luttes pour améliorer le standard de vie, les salariés et les syndicats se sont incrustés dans le système capitaliste. ils s'incrustent dans l'étatisme et ne prétendent pas en sortir. Peu leur importe que l'on fabrique des armements pour exterminer la moitié de l'humanité, que l'on sabote ignominieusement la construction des immeubles dans toutes les villes de France, que l'on augmente, en partie à conséquence de leurs conquêtes, le prix de la vie aux dépens des couches les moins bien partagées de la société, que leurs grèves retombent plus sur la masse non capitaliste des consommateurs et des usagers : seul compte ce qui sert leurs petits intérêts immédiats, même si les conquêtes obtenues sont très vite annulées par des hausses de prix, conséquences d'autres conquêtes faites par d'autres corporations.

Peu leur importe aussi, naturellement, les grands problèmes du monde dont dépend leur sort, et leur vie, et la vie de leurs enfants. « J'appelle bourgeois celui qui pense bassement », disait Flaubert. De ce point de vue, on peut dire que l'immense majorité des travailleurs sont aujourd'hui des bourgeois, car dans la plupart des cas, chacun sacrifierait le reste de l'humanité pour manger cent grammes de viande de plus par jour. Et cela, qui caractérise le plus grand nombre de syndiqués, caractérise aussi le fond de la mentalité syndicale générale. Ne voyons-nous pas les syndicats des Etats-Unis placer des sommes énormes dans les entreprises capitalistes du pays, ou de nations où le capitalisme a de grands intérêts ? Supprimer le capitalisme ? C'est leur dernier souci. Ils se battront pour ne pas avoir à le faire. Ils se trouvent très bien dans ce régime, et les trade unions anglaises prennent le même chemin, et les syndicats des nations riches d'Europe ne tarderont pas à le prendre.

Syndicalisme sans idéalisme (et par ce mot « syndicalisme », nous entendons, comme cela est devenu l'habitude, le mouvement syndical, non la doctrine dont la Charte d'Amiens est un petit résumé) syndicalisme sans idéalisme n'est que néo-capitalisme, association avec l'économie d'Etat, car les améliorations matérielles, le fonctionnarisme réformiste et professionnel, l'abandon, au nom du sens pratique, des grands buts qui seuls pouvaient maintenir ses luttes vers la justice et pour le bien de l'humanité, constituent de nos jours un frein au progrès du monde.

Il serait temps que les militants qui croient encore à la vertu du mouvement syndical en prennent conscience et réagissent.

L'HUMANISME LIBERTAIRE

I

L'HOMME ET L'HUMANISME

Gaston LEVAL

Il est bien des façons de considérer l'homme, bien des façons de le revendiquer et de le défendre. De nos jours, cette considération, cette revendication, cette défense s'imposent à l'esprit de tous ceux qui s'occupent de son sort et de son destin. Devant l'extension croissante des systèmes sociaux qui embrassent les nations, les Etats, et envahissent les continents, une partie de ceux qui luttent pour une transformation de la société dans un sens plus juste et plus élevé se posent à la fois le problème des vastes structures organiques et de la défense de l'humain. Car si les méthodes pour l'application des grands principes maintenant admis, et qui doivent améliorer en l'harmonisant la vie des peuples, menacent, par le triomphe d'appareils organisateurs plus ou moins vastes, ce qui caractérise l'humanité au sens supérieur du mot, les réformateurs font fausse route, malgré l'excellence de leurs intentions.

La thèse dominante de nos jours où le socialisme massivement interprété hante de si nombreux esprits, thèse qui n'est du reste pas entièrement fausse, est que, en résolvant les problèmes collectifs, chacun bénéficiera des modifications introduites, puisque le tout est composé des innombrables parties. Telle est la théorie, tel est l'espoir. Mais les leçons de l'histoire, et singulièrement de l'histoire contemporaine, nous montrent qu'une chose est la dialectique des mots, une autre la dialectique des faits. C'est pourquoi, il y a bientôt deux siècles, les révolutionnaires de la Convention, suivant le sillage de la pensée libérale anglaise et le chemin indiqué par Montesquieu et par les rédacteurs de la Déclaration des Droits qui inaugurait aux Etats-Unis d'Amérique une nouvelle période de la vie sociale, proclamèrent les droits de l'Homme et du Citoyen, c'est-à-dire de l'individu, car déjà s'était imposée cette constatation que si les droits de chacun étaient respectés et défendus, ceux de tous le seraient par voie de conséquence, tandis que la réciproque n'était nullement assurée.

D'autre part, la proposition inverse dans laquelle les solutions individuelles des problèmes humains impliquent des solutions collectives est également vraie. L'individu n'est rien, ne serait rien sans la société. Déjà il est né de l'association de deux êtres, puis il s'est développé grâce au milieu dans lequel il a vécu dès sa naissance, milieu qui l'a nourri, abrité, défendu. Il ne se serait pas réalisé, même imparfaitement, sans l'entourage social qui lui a permis de se cultiver, de nourrir son esprit, d'enrichir son intelligence sous les aspects les plus divers. Directement et indirectement, il doit à tous le développement et la possibilité de développement de sa personnalité, il le doit à ceux qui composent sa génération, aux générations qui l'ont précédé, aux rapports des hommes entre eux à travers le temps et l'espace. Justifiées ou non, ses réactions mêmes contre les insuffisances ou les tares de comportements collectifs, qui stimulent sa pensée et affinent sa sensibilité, servent à son épanouissement. Comme les biens matériels qui sont à sa disposition, toute la culture dont il bénéficie et peut bénéficier est l'œuvre du travail des hommes, des techniques rudimentaires ou perfectionnées, du droit coutumier ou des règles plus récentes de comportement, d'un immense héritage de sociabilité, des sciences et des arts sans quoi il en serait au stade de l'être préhominien.

Entre l'individu et la collectivité s'impose donc une osmose qui implique une balance des droits et des devoirs. Une société qui ne s'inspire pas de ce principe fait fausse route et ne peut mener qu'à plus d'erreur et de douleur que de vérité et de bonheur.

Telle est la loi fondamentale de notre vie. Telle elle doit être dans notre conscience et notre comportement, sans défaillance, si nous ne voulons pas que des paralysies inattendues ou des catastrophes mortelles menacent l'avenir. L'interpénétration individu-société constitue une réalité constante et la norme essentielle du droit. Si l'équilibre manque, le danger de régression généralisée demeure latent et peut surprendre les générations futures, même celles en actuelle formation. L'humain est à la fois individuel et social. C'est pourquoi, si la collectivité doit respecter au plus haut degré les droits de l'individu, celui-ci doit sentir sur soi, et en soi, la responsabilité et la dignité de l'espèce. Et s'il prend beaucoup, il doit donner davantage afin d'assurer la poursuite du progrès général.

Ainsi, l'homme-individu doit coexister, en chacun de nous, avec l'homme-espèce, toujours faire de l'humain, en lui et en dehors de lui, la source et le but primordial de ses inquiétudes et de ses efforts. Et pourtant, au long de son histoire, il a, le plus souvent, cherché, mais non atteint la perfection par le truchement des dieux et des structures sociales étrangères à lui-même. Le résultat a été, jusqu'ici, que l'instrument d'élévation ou d'organisation par lui imaginé, est devenu une force qui l'a vassalisé au lieu de le servir.

C'est ainsi que dans le bilan de leur œuvre historique, les religions ne furent positives que par leur contenu humain, non par leur contenu divin ; certaines ne le sont encore, selon les pays et leur degré d'évolution, que dans la même mesure. Mais ce contenu supérieur, qui le leur a donné, sinon les hommes eux-mêmes, dans leur volonté d'élévation ? Et n'est-ce pas parce que — sans être la seule raison — grâce aux possibilités de développement que les forces psycho-biologiques ont mises en lui, l'homme a toujours voulu aller au-delà des limites atteintes en ce qui concerne l'explication de la connaissance de l'univers et de sa conduite et celle de ses frères qu'une partie de l'humanité a résolu aussi d'aller, par ses propres moyens, à la maîtrise de son destin ?

Rien n'est valable qui repose sur l'oubli ou le mépris de l'homme. Les prétextes, les intentions théoriquement les plus pures — religion, paradis céleste ou terrestre, vérité, science, philosophie, révolution — ne sont qu'erreur ou mensonges, obsessions pathologiques quand l'homme et sa souffrance ne sont pas toujours présents à l'esprit de leurs apologistes. A l'échelle humaine il n'est de vérité valable que celle qui se base sur le respect de tous et de chacun et sur la fraternité envers nos semblables. La seule révolution digne de ce nom est celle qui apporte plus de bonheur grâce aux pratiques de la solidarité qui est libre accord et libre concert. Nous savons que bien des étapes de progrès ont coûté des souffrances et des sacrifices, que tout pas en avant a été payé d'efforts souvent cruels. Mais ceux-ci ne sont valables et féconds en résultats heureux que dans la mesure où ils ont été librement acceptés et supportés par ceux qui les ont subis. Car ceux-là savent, ou comprennent, quelles en sont les limites acceptables, et à partir de quand le sacrifice du présent à l'avenir n'engage pas l'avenir lui-même sur les sentiers de régression.

Les grands possédés de l'histoire qui veulent conduire l'humanité vers les buts magnifiques qu'ils ont choisis pour elle en lui imposant des chemins de croix ne font que la crucifier au nom des paradis futurs. Mais l'humanité n'ira jamais vers le mieux que dans la mesure où elle sera guidée d'abord par la conscience d'une condition toujours plus noble qu'elle s'efforcera d'accomplir.

L'homme, toujours l'homme : il nous faut obstinément y revenir. L'homme suivant sa loi naturelle, et son destin propre. Loin d'avoir été créé d'un coup dans sa forme achevée par un être imaginaire et tout-puissant, il est le résultat de la lente évolution des formes de vie d'abord élémentaires qui, sur notre planète, et depuis trois milliards et demi d'années, par des progrès successifs et des éliminations innombrables a conduit des premiers micro-organismes jusqu'à lui. Il est le fruit de ces étapes multiples, de ces luttes, de ces métamorphoses, de ces transformations, de ces mutations que nous révèlent les sciences biologiques, l'histoire naturelle, la paléontologie, l'ethnologie, toutes les sciences qui embrassent la vie en son infinie complexité.

Aujourd'hui, même les paléontologistes, les ethnologues, les biologistes qui font profession de foi religieuse admettent notre parenté avec nos lointains parents simiesques ou néo-simiesque, et qu'entre l'australopithèque et les grands anthropoïdes les formes de vie sont inséparables. L'humanité est le résultat, la synthèse, la représentation de cette lente évolution, l'aboutissement des développements qui l'ont précédée, de ce qui était en elle à l'état potentiel ; mais elle est aussi le résultat de son autoformation constante, qui fait partie de la loi générale de sa constitution, dans laquelle les familles ethniques, les minorités, les individus plus doués ont été à l'avant-garde comme un résultat et un instrument des lois biologiques de la féconde nature.

Cette vision des choses, cette observation et cette application consciente de nos caractéristiques propres constituent la base de ce que nous appelons l'humanisme. Et l'homme en ce qu'il y a en lui de dignification de la vie, ne mérite ce nom que dans la mesure où il prend une part lucide et volontaire à ce processus biologique dont il est issu et qui a conduit jusqu'à lui. Car sa richesse psychologique, sa faculté de penser, de réfléchir, de rêver, de vouloir, de comparer, de choisir, de cataloguer et de se prononcer constituent ses caractéristiques essentiellement humaines.

Tout ce qui précède nous permet d'affirmer que c'est dans cette direction que résident le progrès et l'avenir valables de notre espèce. Aussi, les commandements extérieurs à elle-même, qu'ils proviennent des Eglises ou des structures extérieures gouvernementales ou étatiques, sont une déviation de cette autodirection de l'humanité, de cette possibilité de choix et de détermina-

tion. Tout ce qui conduit extérieurement la grande famille humaine, lui imposant des normes de conduite non élaborées par elle-même, provoque toujours l'apparition d'abus, d'autoritarisme et d'oppression. Il est possible que, jusqu'ici, et sur le plan général de la société, cela ait été inévitable ou nécessaire ; mais devant les systématisations généralisées, le temps est venu de se demander si des normes différentes ne seraient pas applicables, et nécessaires aussi. Certes, l'organisation suprasociale a quelquefois, parce que l'Etat en avait les moyens, contribué à certains progrès ou à la réalisation d'activités utiles, mais en règle générale, les peuples et les nations ont dû payer si cher, sous forme d'exploitation fiscale, d'exactions, de guerres, de domination bureaucratique et d'esclavage les services ainsi rendus, que le bilan est toujours plus négatif que positif.

Non : tant que l'humanité cherchera en dehors d'elle-même dans des systèmes métaphysiques, politiques ou sociaux, des règles de conduite ou d'organisation, elle errera sur les chemins de l'aventure douloureuse et sanglante. Jusqu'à maintenant, en suivant cette voie, elle a beaucoup plus gémi dans le malheur qu'elle ne s'est réjouie dans le bonheur, et l'impérialisme des institutions qui se chargent de la conduire lui réserve davantage de déconvenues que de satisfactions.

Répétons-le, opiniâtrement : la mesure de la société humaine, c'est l'homme. Pas seulement le bipède orgueilleux de sa station debout, mais l'homme-pensée, l'homme-conscience, l'homme-créateur en action, et le plus possible libéré des imperfections inhérentes aux facteurs multiples et complexes que le mécanisme de la vie a placés en lui ; l'homme construisant son destin et solidaire de ses semblables. Ce concept de base, étendu à tous, nous fait repousser les fondateurs de systèmes qui voudraient nous astreindre à nous laisser organiser comme des êtres sans pensée, sans conscience et sans volonté.

Au point de vue de la valeur et de l'utilité du progrès humain satisfaisant ceux qui n'ont pas dégénéré dans une béatitude animale que la jouissance de biens matériels tend de plus en plus à fomenter et à étendre, tous les partis et leurs programmes nous apparaissent épuisés. Même quand ils réalisent des progrès sociaux indéniables, ils rebutent maintenant l'élite qui obéit d'abord à sa conscience et à son cœur, quelle que soit la classe dont ses membres procèdent. Il semble que ces partis n'aient plus d'allant, que leur sève soit tarie. Car les réalisations ne sont pas que matérielles, et les créations d'un automatisme physique qui tend à nous transformer en gouvernés passifs et consentants ne peuvent plus satisfaire ou exalter ce qui constitue le meilleur de nous-mêmes. Nous sommes entrés dans un âge nouveau où dominent, ou tendent à dominer, les techniques et les technologies qui veulent créer un monde dans lequel le règne de l'humain, submergé par celui des mécanismes, apparaît superfétatoire. Mais nous refusons de nous incliner.

L'homme est, dans la nature, une nouvelle étape de la nature même. Il en est le fils et il en vit les lois, mais aussi il les modifie et leur imprime une nouvelle direction selon son génie, sa vision des choses, sa force de détermination. Fait naturel, il est un prolongement révolutionnaire des faits naturels ; il a déjà modifié la géographie de l'écorce terrestre et il continuera de la modifier ; il modifie les lois physiques dont il est le fils et il crée de nouveaux éléments de la matière. C'est ce principe qu'il doit appliquer dans la vie de la société. L'humanité doit se déterminer elle-même, ce qui est l'opposé des minorités qui prétendent commander à son destin.

Du jour où les partis politiques, les formations autoritaires, les hommes du pouvoir s'attribuent la représentation des collectivités humaines, agissent et commandent en leur nom, nous tombons sous le régime des dictatures bien organisées, des mécanismes dominateurs plus ou moins bien huilés, mais artificiels, qui nous éloignent de la biologie sociale que nous devons appliquer consciemment; et nous renonçons à nous-mêmes.

C'est par une participation individuelle et collective, effective et directe à tout ce qui se rapporte aux affaires humaines que nous nous sauverons des scléroses, des ankyloses, et des dominations paralysantes, ou des automatismes déshumanisants. Nous savons que tous ne sont pas également aptes à participer heureusement à l'organisation de la vie sociale, ni aux déterminations qu'elle implique. Mais si mille individus sont commandés et n'ont qu'à obéir et à accepter les directives venues d'en haut, tous ceux qui, à différents degrés, sont capables de participer avec leur intelligence, leur initiative, leur esprit d'entreprise aux affaires sociales et publiques seront réduits au rôle dégradant d'engrenages ou de robots. Il ne peut qu'en résulter un appauvrissement général des esprits, et une civilisation se meurt quand elle est ainsi vidée de sa substance intellectuelle appliquée à la vie sociale. Jamais une société n'a pu s'élever à un haut degré, ou du moins à un degré suffisant de civilisation sans que les citoyens acceptent virilement leurs responsabilités individuelles. Nous avons donc le droit et le devoir de passer au crible les perspectives qui nous sont offertes par les idéologues de la technique et de la technologie. La vieille formule du socialisme « il n'est pas de droits sans devoirs, il n'est pas de devoirs sans droits » serait aussi juste, à l'échelle individuelle, en société socialiste qu'elle l'est en société capitaliste. Car, débordant le seul angle de vision de la lutte des classes, elle demeure, au plus haut degré, à tous les rouages de la vie collective.

D'autre part, quoique nous soyons partisans de la suppression de l'Etat superstructure artificielle, dans l'organisation des sociétés humaines, ce qui commande en nous une conception nouvelle de la civilisation, nous admettons qu'il est possible que, du moins pour une longue période, l'Etat continue d'exister car la majorité des hommes tardera à s'habituer à cette idée de rapports sociaux, de services publics et d'activités économiques sans mécanisme gouvernemental dominateur. Mais cela n'est pas une raison pour que ceux qui admettent que le système non étatique est ou serait préférable n'essaient pas d'agir en marge de ce système. Le libéralisme bourgeois du dix-neuvième siècle s'y est efforcé, et dans les domaines dont il s'est occupé, n'a pas si mal réussi. La société nord-américaine est le moins étatique possible, ainsi que l'Allemagne fédérale de nos jours : on ne voit pas que les choses, qui sont cependant loin d'être toujours une image de perfection, y aillent plus mal que dans la France actuelle, pays centraliste par excellence, qui s'étatise de plus en plus, ou dans la Russie soviétique et les nations satellites tout à fait asservies aux organismes officiels. Historiquement on peut opposer Athènes à Rome, l'Espagne arabe à l'Espagne qui l'a suivie. C'est pourquoi, même si l'on pense que l'Etat, plus ou moins développé continuera d'exister pendant longtemps, notre attitude doit être envers lui à la fois critique et constructive, tendant à réduire le plus possible ses fonctions et ses attributions, assumant par des méthodes d'organisation libre et directe les besognes utiles dont il s'est chargé. Devant le danger de son emprise monolithique c'est à une nouvelle Renaissance qu'il nous faut songer. Car, précisément, la Renaissance qui nous libéra d'un monde de ténèbres de superstitions, de servage, d'oppression et de barbarie fut le contraire du développement de l'étatisme et de l'étatisation ; elle fut possible par l'absence de puissants organismes fonctionnels gouvernementaux. Fille de la culture grecque, juive et arabe, elle naquit dans les libres cités italiennes, qui rappelaient Athènes et Corinthe — avec, aussi, leurs rivalités que nous n'oublions pas — et c'est au sein de ces villes que purent s'épanouir la philosophie, l'art, la science, la culture générale, toutes les écoles où peinture, sculpture, littérature, allaient de pair avec les mathématiques, et les découvertes scientifiques.

L'emprise des mécanismes sociaux et des structures stéréotypées constitue une nouvelle menace d'engourdissement et d'asservissement doré contre laquelle nous nous rebellons. La création d'un monde fonctionnarisé conduirait à un Moyen Age d'un nouveau genre que certains penseurs ont déjà dénoncé, et qu'il nous faut prévenir à temps en intensifiant l'esprit de nouvelle Renaissance humaine.

L'heure est donc venue d'étendre le principe et la pratique libertaires de la solidarité créatrice et comme norme juridique et morale lucidement appliquée à l'échelle locale, nationale, continentale et terrestre.

Nous pensions publier quelques-unes des lettres encourageantes, et souvent émouvantes recues à l'occasion des récentes difficultés que nous avons traversées. La place nous manque dans ce numéro. Nous le ferons dans celui de mars. En attendant, nous remercions encore une fois tous ceux qui nous ont écrit, et les prions de croire que nous avons été touchés de l'esprit fraternel qu'ils ont montré.

Le Groupe Humaniste libertaire.

Le patronat français a formulé une espèce de charte où il s'élève contre l'ingérence croissante de l'Etat dans l'économie et demande le retour au libéralisme économique. Le patronat français a raison dans sa critique à l'étatisme qui finit toujours par être catastrophique, et qui commence à l'être dès maintenant. Mais rétablir ce qu'il appelle la liberté des prix, la libre concurrence, etc., c'est nous ramener aux beaux jours des crises cycliques et du chômage endémique à une large échelle, aux excédents invendables et à la destruction de marchandises par centaines de milliers de tonnes.

Seule la socialisation non étatique peut éviter ces maux. L'organisation de la production selon les besoins généraux, et sa distribution selon les besoins de tous. Le patronat ne peut le comprendre, ni l'Etat. Les travailleurs le comprendront-ils ?

Connaissance de Bakounine

Nous commencerons, à partir du prochain numéro de nos « Cahiers », la publication d'extraits des écrits de Bakounine par lesquels nous nous proposons de faire connaître la pensée philosophique et sociale de celui qui fut, certes, un grand lutteur, mais plus encore un grand penseur méconnu même par ceux qui s'en sont souvent réclamés. Cela nous paraît une nécessité impérieuse.

Depuis longtemps, en effet, nous pensons que, de tous les grands cerveaux qui ont élaboré la pensée socialiste antiétatiste, fédéraliste et libertaire, Bakounine est celui qui a atteint les plus hauts sommets philosophiques, qui a le mieux approfondi une foule de problèmes posés à la conscience et à l'intelligence humaines, qui a vu le plus clair en ce qui concernait la vision de l'avenir et la réorganisation de la société. Dans l'ensemble, ses conceptions, ses idées sont demeurées intactes, et le seront pendant des siècles.

Ce fut une terrible lacune, dans le mouvement libertaire, que sa pensée soit, en réalité, restée inconnue. Cela, pour deux causes essentielles : d'une part on s'est trop attaché à glorifier l'homme, le combattant, qui ne fut pas — non par sa faute — plus grand que d'autres, qui fut même, moins grand que Garibaldi, mais dont on a fait seulement un héros révolutionnaire, alors que Bakounine fut aussi beaucoup plus. « Il ne suffit pas de dire que Bakounine avait une instruction allemande (1) écrivait Arnold Ruge ; il était à même de laver la tête philosophiquement aux philosophes et aux politiciens allemands eux-mêmes, et de présager l'avenir qu'ils évoquaient, sciemment ou malgré eux ». Et n'oublions pas l'opinion de l'historien marxiste Otto Rühle, pour qui Bakounine fut « le plus génial, le plus héroïque, le plus fascinant des membres de l'Internationale ».

« Le plus génial » : c'est cela surtout que nous voulons souligner aujourd'hui. Car tandis que Marx et Engels s'enferment dans la méthode dialectique et dans un économisme historique qui aboutissent à une impasse intellectuelle et politique dont le totalirisme bolchevique n'est que la conséquence, Bakounine proclame la supériorité de la « science expérimentale » comme base de toute construction philosophique et sociologique, ouvre des voies à la fois libératrices et constructives et, secondé par cet espèce de génie divinatoire qui double sa faculté d'induction et de déduction, il conserve toujours un équilibre de pensée qu'on ne trouve pas chez Proudhon, et une faculté de création intellectuelle à laquelle n'atteint pas Kropotkine. Dès 1864, il préconise l'organisation mondiale de la production et de la distribution, par une humanité solidaire. En 1872 il apporte les idées essentielles, mal reprises par d'autres ensuite, de ce qui sera le syndicalisme révolutionnaire. Il associe le socialisme aux sciences matérialistes et lui donne ainsi une base infiniment plus ample et plus durable que la seule lutte de classes qu'il préconisait aussi, ou que les simples modifications des techniques de production, dont il dénonçait l'insuffisance. C'est lui qui a prévu, avec une stupéfiante précision, les conséquences pratiques du socialisme révolutionnaire d'Etat.

Nous n'enlevons rien aux penseurs de l'école kropotkinienne à laquelle nous nous sommes formé nous-même, mais nous disons que leurs enseignements sont maintenant insuffisants pour reconstituer ou constituer, un courant de pensée pouvant influencer efficacement l'avenir et l'orientation des sociétés humaines. Et tout ce que nous pourrons faire, nous autres, hommes médiocres, ne suffira pas à y arriver. Il faut une pensée embrassant le grand ensemble des problèmes de l'humanité, et dont la valeur ne soit ni fragmentaire, ni épisodique. Personne ne l'a créée comme Bakounine, et nous n'aurons pas l'outrecuidance de prétendre la constituer par nous-mêmes. Nous ne pouvons apporter que des éléments d'appoint, des argumentations circonstantielles, des renforts secondaires. Sans rien enlever à d'autres, en prenant au contraire en eux tout ce qui demeure valable, c'est dans l'apport bakouninien que nous trouvons cette construction d'ensemble.

L'autre raison pour laquelle la pensée de Bakounine est demeurée en grande partie ignorée vient du manque de méthode, de coordination avec lequel elle a été exposée. Bakounine, qui écrivait magnifiquement le français, disait de lui-même qu'il n'était pas un écrivain de métier, et que c'est à son corps défendant qu'il se résignait à manier la plume. Mais — et que ses détracteurs ne triomphent pas trop vite — là n'est pas la raison principale. Car l'ensemble des écrits de Bakounine a été rédigé *en sept ans environ*, dans une période d'activité prodigieuse : à l'époque où, devant changer continuellement de résidence en Suisse où il s'était réfugié, luttant contre une misère affreuse qui l'empêchait même de timbrer les lettres qu'il envoyait, Bakounine construisait, avec ses amis et ses disciples, les sections nationales espagnole et italienne de l'Internationale, la Fédération du Jura, mère du syndicalisme révolutionnaire, des sections locales françaises en lutte contre la répression des tribunaux de Napoléon III et l'hostilité des socialistes autoritaires ; à l'époque où il devait distraire une partie de son temps pour faire face à l'offensive concertée et les calomnies de Marx et de ses agents, tout en maintenant une correspondance avec différents mouvements clandestins et révolutionnaires européens, y compris celui qui, en Russie, se constituait avec la jeunesse de l'aristocratie russe gagnée aux idées émancipatrices et à laquelle il lançait la formule fameuse : « allez au peuple ! », ce qu'il avait fait lui-même.

Il était bien difficile, en de telles circonstances, où les événements internationaux sollicitaient aussi son attention, où il suivait pas à pas les progrès et de science et des écoles philosophiques, d'avoir le calme et la sérénité nécessaires pour écrire méthodiquement et finir d'épuiser un sujet avant d'en entreprendre un autre. De surcroît, reconnaissons que la nature prométhéenne de Bakounine ne s'y prêtait pas. Aussi, une tâche nécessaire aurait-elle due être un exposé systématique de ses idées, sur les points essentiels qui les caractérisent.

L'auteur de ces lignes s'est attelé à cette tâche, et l'œuvre qui en est sortie est achevée depuis quatorze ans. Il fut question, il n'y a pas longtemps, de l'éditer, mais l'imprimeur qui, après avoir lu le manuscrit, s'y était engagé, et avait composé une cinquantaine de pages, décida brusquement de ne pas continuer. Et les moyens pécuniaires nous manquent pour nous adresser à un autre. D'autre part, le Musée social d'Amsterdam a entrepris la publication des œuvres complètes de Bakounine, en accord avec des organisations culturelles des Etats-Unis. Mais le prix des volumes parus ou à paraître — de 75 à 120 francs jusqu'à maintenant —, les rend inaccessibles même aux plus grands admirateurs de Bakounine, exception faite de ceux dont la situation économique est privilégiée.

Ne sachant donc pas quand le livre dont le titre serait *La Pensée vivante de Bakounine* paraîtra, ni s'il paraîtra jamais, le Groupe Humaniste Libertaire a décidé de publier, dans une série de numéros de notre revue, des fragments d'écrits synthétisant les différents aspects de la pensée bakouninienne. Cela permettra, au moins, à ceux qui désirent la connaître, d'en prendre une connaissance limitée, certes, mais qui déjà représentera un acquis ayant une valeur certaine. Nous aurons fait, au moins, ce que nous aurons pu. Peut-être, plus tard, nous sera-t-il permis de faire mieux.

(1) Avoir une « instruction allemande », ce qu'on disait aussi de Diderot, signifiait qu'on avait assimilé tous les aspects de la culture.

NOTRE RÉUNION PROCHAINE

Le vendredi 19 février, à 20 heures 30, salle du Musée Social, 5, rue Las Cases (métro Solférino), aura lieu la réunion organisée par le Groupe Humaniste libertaire. Prendront la parole : Jacques Bouyé et Gaston Leval, Marcel Renot présidera.

Nous espérons que nos amis viendront nombreux.

PROBLEMES ET PERSPECTIVES

Le caractère général de la société directoriale décèle assez clairement la base des idéologies directoriales. Elles s'appuient non sur « l'individu », mais sur « l'Etat », le peuple, la race ; non sur l'or mais sur le travail ; non sur l'entreprise privée, mais sur le socialisme ou le collectivisme. Au lieu de « liberté » et de « libre initiative », elles préconisent la « planification ». Elles parlent moins de « droits », de « droits naturels », et davantage de « devoirs », d'« ordre », de « discipline ». La société directoriale reprend les thèmes chers à l'idéologie capitaliste au temps de sa jeunesse et qu'elle a abandonnés avec l'âge : la destinée, l'avenir, le sacrifice, la puissance. Naturellement, elle conserve certains mots tels que « liberté », qu'on retrouve dans toutes les idéologies parce qu'ils plaisent au peuple et qu'ils peuvent être interprétés à volonté.

Ces concepts et d'autres semblables contribuent à renverser ce qui subsiste du capitalisme et font place nette pour les directeurs et la société directoriale ; ils préparent l'atmosphère requise pour la suppression des droits de propriété capitalistes, pour l'acceptation de l'économie d'Etat et d'un genre nouveau d'Etat, pour la négation des « droits naturels » du capitalisme et l'approbation de la guerre directoriale. Lorsqu'un nombre suffisant de gens seront acquis à ces conceptions, la consolidation de la structure directoriale de la société sera assurée.

James BURNHAM
(L'Ere des organisateurs)

L'expérience péroniste

Peron n'est donc pas allé en Argentine. Nous l'avions toujours dit. L'aventurier qui s'était emparé du pouvoir et qui l'a exercé pendant neuf ans, faisant il est vrai, à sa façon, une certaine révolution sociale dans l'ordre économique, ne tient pas du tout à recommencer. D'abord parce que le premier bénéficiaire de l'opération avait été lui-même. Certains fascismes, ou néo-fascismes, ont un caractère révolutionnaire en ce sens qu'ils bouleversent les structures économico-sociales en faveur de couches misérables de la population, ou tout du moins d'une partie qui, jusqu'alors, a été parmi les plus malheureuses. Non pas, généralement, par amour spécial de ces couches elles-mêmes, mais parce que c'est sur elles qu'ils peuvent uniquement s'appuyer. Ils s'en servent comme tremplin. L'histoire de Rome nous en offre quelques exemples, Mussolini et même Hitler surent en partie avoir recours à cet instrument de victoire. Car toujours ce qui se poursuit avant tout c'est l'accès au pouvoir, l'exercice du pouvoir, la volonté de pouvoir, et les bénéfices matériels qu'on peut en obtenir. L'histoire de l'Amérique du Sud et du Centre est aussi pleine de ces exemples.

S'inspirant de Mussolini, dont il était un admirateur, Peron parvint à s'installer dans la Casa Rosada, et commença par faire aux salariés des cadeaux que les régimes libéraux, semi-libéraux et même dictatoriaux traditionnels n'avaient jamais faits : congés payés, aide aux vieillards, interdiction aux patrons de licencier leurs salariés, établissement obligatoire du contrôle ouvrier dans les entreprises, augmentation de salaires, retraites ouvrières jusqu'alors inconnues et très élevées, etc. Rappelons-nous que Hitler aussi avait fait des réformes semblables et limité le bénéfice du capitalisme à cinq pour cent, ce qui contribua à lui attirer une partie de la masse des salariés, car les partis politiques — socialiste, libéral, conservateur — qui avaient auparavant exercé le pouvoir n'avaient pas été si loin.

Mais pour appliquer les améliorations qui dépendaient de l'Etat, il fallait de l'argent. Les impôts étant insuffisants, Peron décida que le commerce extérieur de l'Argentine serait monopolisé par l'Etat (1) — ce qui, en passant, lui donnait l'occasion de vitupérer contre les « trusts » internationaux, et particulièrement nord-américains, accusés d'être les maîtres de la politique argentine et responsables des difficultés économiques du pays. La conjoncture internationale était favorable. L'Europe avait besoin des produits agricoles argentins, du blé, du maïs, de la viande qui se vendaient facilement. Et les centaines de millions de pesos en monnaie forte affluèrent dans les caisses de l'Etat. En même temps, et pour pouvoir concurrencer les nations exportatrices des mêmes marchandises, Perron fit aussi, sur le marché intérieur, de l'achat des produits agricoles aux paysans du pays un monopole d'Etat. Il imposa des prix souvent très bas, ce qui appauvrit énormément l'agriculture quand ce ne ruina pas des milliers de petits fermiers.

Mais les masses ouvrières et citadines (car elles étaient loin d'être toutes ouvrières dans ce pays où l'industrie est minime) bénéficiaient des largesses officielles. Peron faisait figure d'anticapitaliste, de démocrate et de philanthrope. Et cela d'autant plus que la haute société se montrait hostile, que les hauts gradés de l'armée lui étaient défavorables, que l'Eglise catholique même voyait d'un mauvais œil ces bouleversements dans lesquels elle ne pouvait mettre la main.

Puis le dictateur populaire fut appuyé très efficacement par Eva Peron, qui devint la muse des foules enthousiastes. Fille du peuple, elle savait comment parler aux « descamisados » (sans chemise, ou sans-culottes), et comme elle avait été, elle aussi, repoussée par la haute société dont les membres croient encore posséder le sang bleu de l'aristocratie, elle fonda des sociétés d'entraide, des écoles, des dispensaires, une foule d'institutions de bienfaisance, toujours grâce à l'argent que procurait à l'Etat, c'est-à-dire à Peron et au régime péroniste, et la vente des produits agricoles.

Dans les villes, les agents de Peron qui, naturellement, pullulaient, multiplièrent des syndicats péronistes qui balayèrent ceux jusqu'alors existants. Ce fut une avalanche d'organisateurs « anticapitalistes », qui lancèrent des mots d'ordre et des slogans frappant les imaginations. Tout adversaire, fût-il socialiste, ouvriériste, anarchiste était un « hiérarque », partisan de la « hiérarchie », ce qui signifiait pour les masses un agent du capitalisme argentin et de l'impérialisme yankee. Car le truc de l'antiyankisme fut, naturellement, aussi exploité par Peron et les siens. Ayant en main les leviers et tous les rouages du pouvoir, étant maître de l'économie, l'homme poussait à fond ses avantages.

Tout cela s'accompagnait d'une dictature politique absolue. Les non péronistes étaient poursuivis, les partis — libéraux ou conservateurs — anéantis, les groupements et les organisations ouvrières traditionnels mis hors la loi, en fait ou en droit légal. Les « descamisados » dominaient, sous la houlette du péronisme. Au nom de slogans anticapitalistes, les ouvriers s'emparèrent des journaux existants, de grands journaux comme *La Prensa* de Buenos Aires, qui était un des meilleurs du monde, nommant (sous la conduite des meneurs) de nouvelles rédactions. Toute la presse devint péroniste, au nom de l'anticapitalisme.

En même temps, l'appauvrissement des campagnes faisait émigrer vers les villes, particulièrement vers Buenos Aires, des masses de paysans, souvent les plus pauvres, les créoles que dans le langage courant on appelle amicalement les « cabecitas » (les « petites têtes »), sans aucune formation sociale même traditionnelle, sans aucune aspiration supérieure, sans aucun idéal, et dont le seul but était — et demeure — de vivre. De nombreux intellectuels adhéraient au péronisme, soit par force, soit par intérêt. On se souvient de la découverte d'une étoile par des astronomes argentins qui lui donnèrent pour nom Evita, en l'honneur d'Eva Peron ! Dans tous ces bouleversements, il y a toujours des intelligences à vendre, des âmes viles sous l'auréole de la science.

Mais Peron ne limitait pas là ses ambitions. Les dépenses de l'Etat croissaient sans cesse. Ses prétentions à jouer un rôle dans la politique américaine, aussi. D'une part, il s'efforça de constituer un bloc de nations sud-américaines contre les Etats-Unis, d'autre part il réorganisa l'armée, fit construire des aérodromes modernes, des avions à réaction, avec l'infrastructure industrielle correspondante.

En même temps, les profiteurs du régime se multipliaient. Le parti péroniste avait des sections partout, dans toutes les localités, dans tous les secteurs. Le parasitisme s'étendait sous les formes les plus diverses. Les masses de nouveaux travailleurs qui affluaient aux villes étaient soutenues artificiellement, et les industriels se voyaient obligés, sous menace de fermeture et de prison, de maintenir une main-d'œuvre excédentaire avec les frais correspondants, ce qui ne pouvait que nuire à l'économie urbaine. Et l'armature syndicale, faisant corps avec l'Etat, la police, le parti, imposait cette économie artificielle et ruineuse pour tous.

Cela, on le conçoit, ne pouvait durer qu'un temps. Les bénéfices procurés par la vente des produits sur le marché international, bénéfices sur lesquels l'Etat ou le ministre des Finances ne donnaient jamais de statistiques vérifiables, commencèrent à diminuer à mesure que les nations européennes réorganisaient leur agriculture et leur élevage. Le gaspillage financier entama le fonds de réserve or du trésor argentin, qui était, au moment de la prise du pouvoir par Peron, un des plus élevés du monde. Les grands et les petits personnages du régime, les ministres, les chefs de police, les secrétaires de sections et de syndicats s'enrichissaient. La nation était mise au pillage.

Les droites classiques, qui comprenaient les grands propriétaires terriens, une partie des industriels, et aussi les traditionalistes de tout poil, étaient contre le régime « révolutionnaire » qui attentait à leurs privilèges économiques et à leur influence, sinon à leur domination politique. Le parti socialiste, qui auparavant avait joué un grand rôle, particulièrement dans la province de Buenos Aires, fondait (il ne s'est pas remis de cette épreuve et on ne voit pas comment il pourra le faire). Les syndicats corporatifs historiques n'étaient plus, mais leurs militants demeuraient, en grand nombre, adversaires de ce fascisme populaire ou populacier. Les secteurs anarchistes aussi, et des restes des anciens partis. Et, pour leur honneur, les étudiants contre lesquels le péronisme excitait la haine de classe des masses abêties et fanatisées, résistaient dans à peu près toutes les facultés. D'autre part, dans l'armée même, les rivalités de généraux, toujours prêts aux « pronunciamientos » traditionnels, demeuraient vivaces (2).

Et puis, Peron s'en prit à l'Eglise, et c'est le cas de répéter ce que Don Quichotte disait à son écuyer : « On s'est cogné contre l'Eglise, Sancho ». Se prenant au jeu « révolutionnaire » et répliquant aux attaques des agents de Rome, il expulsa de hauts dignitaires et fut excommunié. Il alla même jusqu'à oser proposer la loi du divorce, ce qui scandalisa tous les catholiques, nombreux dans le pays. Ennemis de droite et de gauche, jalousies et rivalités militaires, affaiblissement économique, déclin monétaire car les caisses de l'Etat étaient à peu près vides, la situation devint assez favorable pour que la marine — traditionnellement catholique — et l'aviation attaquent en grand style, après d'autres tentatives jusqu'alors écrasées, et triomphent.

Mais Peron avait pris ses précautions, comme les prennent toujours les cohortes de dictateurs qui sévissent dans cette partie du monde. On calcule qu'il a placé à son nom, dans les banques anglaises et suisses, environ 500 millions de dollars. Et l'on comprendra qu'il ne renoncera pas à son exil doré que la jeune remplaçante d'Eva contribue à rendre plus agréable, pour retourner et prendre la charge d'une nation

dont l'économie est à plat, et ne peut pas être mise sur pied non seulement à cause des séquelles laissées par le régime péroniste, mais encore des difficultés naturelles qui rendent très difficile, sinon impossible, le maintien d'un standard de vie élevé exigé par la population. Il faudrait un développement d'industries pour lesquelles manquent à la fois les matières premières, les capitaux (3) et la formation technique. On pourrait ajouter le sens général des responsabilités. Ce n'est pas sans raison qu'une revue mexicaine disait récemment à propos de l'Argentine qu'il ne suffisait pas de vouloir jouir de biens répartis, mais qu'il fallait d'abord commencer par les produire.

Le spectacle que donne Buenos Aires aujourd'hui est un indice décisif. Avec ses faubourgs, la ville compte sept millions d'habitants — le tiers de la population argentine — sa population a presque doublé. Buenos Aires est un cancer pour la nation.

Habile démagogue et comédien consommé, ne renonçant pas à jouer un rôle dans l'histoire, ne pouvant, par vanité, décevoir ses innombrables partisans et les masses ouvrières qui le vénèrent comme un Dieu ou comme le Grand Bienfaiteur (el « Benefactor »), Peron a, jusqu'ici, berné ceux qui voyaient en lui le Sauveur. Mais il ne fallait pas être grand clerc pour comprendre qu'il n'allait pas renoncer à la vie douillette et si satisfaisante qui est maintenant la sienne. Il aurait pu se présenter aux autorités de son pays, pour faire face aux accusations de malversations et autres lancées contre lui, les masses l'auraient porté au pouvoir. Il s'en est bien gardé. Le voyage en avion avec intervention de la police brésilienne l'empêchant d'aller plus loin n'a été qu'une mise en scène. Il n'est pas assez fou pour essayer de reprendre en main la situation du pays que, comme une nuée de sauterelles, lui et les siens ont ravagé.

(1) Ce que l'actuel gouvernement ILLIA a rétabli maintenant.

(2) Quant au parti communiste, il fut, comme sous Batista à Cuba, à la fois ennemi et partisan du régime.

(3)Ce n'est pas que l'argent manque, mais ceux qui le possèdent ne veulent pas l'investir. C'est pourquoi le gouvernement argentin, comme tous les gouvernements centre et sud-américains, lance ses emprunts sur le marché international. Mais on calcule qu'environ onze milliards de dollars sortis des nations sud et centre-américaines sont placés dans les banques européennes et des U.S.A.

LISTE DE SOUSCRIPTION

(jusqu'à fin décembre 1964)

Rival, 5 ; Une abonnée, 15 ; R. Riou, 5 ; Meysonnier, 10 ; Camille, 15 ; Jaime Mir, 10 ; André Antoine, 5,50 ; Perrisaguet, 5 ; Segouffin, 5 ; Rassinier, 5 ; Meysonnier, 20 ; Choffat, 40 ; H. Fournier, 8 ; Lacombe, 5 ; Groupe Humaniste libertaire, 40 ; Esteban, 15 ; Fuentealba, 20 ; Gérard Comte, 5 ; P. Richaud, 25 ; Lasfargues, 5 ; Barrué, 5 ; Barthot, 1,70 ; R. Legrand, 1 ; Piron, 7,50 ; Girelli, 8 ; Prévotel, 5 ; Pardes, 8 ; D. Michaud, 2 ; Antoine André, 7 ; Rollinat, 15 ; R. Paon, 5 ; Jean, 50 ; Groupe Humaniste libertaire, 40.

Lacombe, 17 ; Carretier, 10 ; Rüdiger (Stockholm), 10; Bösiger (Genève), 20; Planas, 23; Bouyé Gilbert, 4 ; Faucier, 5 ; Hébrard, 5 ; M. et A. Niel, 25 ; Chavenon, 17 ; Kirsch, 15 ; Nassogne, 20 ; Letrou, 10 ; Prévôt, 5 ; Riou, 5 ; Buarois, 25 ; Mme Rouget, 5 ; Laillier, 20 ; R.S. François, 50 ; Lebre, 20 ; Caron, 10 ; Mlle Favetier, 20 ; Groupe Humaniste libertaire de St-Etienne, 50 ; Pierre Germain, 10; A. Jutier, 5; Dommairgue, 10, Gaudin Pierre, 6,50 ; Biolley, 6 ; Gaillot, 10 ; Carayol, 50 ; D. Michaud, 5 ; Guegain, 5 ; Haguenauer, 10 ; Jeunesse libertaire de Bordeaux, 10 ; Mahé J., 25 ; Lasfargues, 10 ; Marchand, 20 ; Fuard, 5 ; Ovalde, 5 ; Vayssières, 30 ; Guignard, 15 ; Roquefort, 20 ; Romo-Costa-Renauld, 100 ; C. Fournier, 5 ; F. et M. Mayoux, 10 ; Bidé, 50 ; Toesca, 20 ; Pierrette Martinez, 10 ; Hyacinthe Dubreuil, 5 ; Jean Mars, 5 ; Fuentealba, 20 ; Cavereau, 10 ; Mme Guiraud, 5 ; Bonsignori, 20 ; Julian Corkin, 10 ; Erika Niel, 10 ; Lenormand, 10 ; Aguayo, 7 ; Olivarès J., 5 ; P. Richaud, 25 ; Véronèse, 10 ; Roux, 10 ; Cosme, 10 ; Favre, 10 ; Ange Thomas, 80 ; Guilbert, 10 ; Le Puil, 10 ; Alice M., 10 ; J.-C. Bruno, 15 ; P.-V. Berthier, 5 ; Pardes, 10 ; Poulard, 5 ; G. Piller, 10 ; Galeron, 5 ; Thersant, 5 ; Girelli, 15 ; Body, 15 ; Anonyme, 50 ; Palix, 1 ; Docteur Rousseau, 500 ; Kléber Duval, 5 ; Cuny, 15 ; Hébrard, 30 ; Castiaux, 5 ; Cédo, 5 ; Philippe Vergne, 20 ; Thébault 5 ; Parrod, 10 ; Pontonnier, 3 ; Vola, 20 ; Sautier, 5 ; Calderon, 5 ; H. Fournier, 10 ; Précias, 10 ; Pottier, 10 ; De Jong (Amsterdam), 10 ; Baranton R., 2 ; Garcia J., 50 ; Vachon R., 10 ; Segouttin, 10 ; Moinet, 10 ; Vernières, 5 ; J. Neveu, 5 ; Groupe Humaniste libertaire, 379.

Le dernier Annuaire statistique soviétique contient un chapitre spécial intitulé « Composition de l'Intelligentsia soviétique » ; nous apprenons, à la page 672, qu'entre 1926 et 1956, le nombre des chefs d'entreprise, des directeurs de services, du personnel dirigeant, du personnel spécialisé de l'agriculture, des statisticiens et des comptables est passé de 1 285 000 à 7 347 000.

Compte tenu du développement fatal de cette classe depuis 1956, on peut assurer que les membres de cette « intelligentsia » s'élèvent au moins, maintenant, à neuf millions de personnes qui, avec leur famille, représentent un minimum de trente six millions de privilégiés.

Et cela continuera si le système des inégalités sociales, fruit inévitable des hiérarchies créées par l'Etat, n'est pas changé. Le capitalisme d'Etat ne vaut pas mieux que l'autre. L'exploitation de l'homme par l'homme y est aussi réelle, quoique différemment organisée. Il a fallu toute la sottise et l'autoritarisme marxistes pour ne pas le comprendre.

INTERVERSION

Une interversion de titres s'est produite dans les deux notes publiées en première page du dernier numéro. Où il s'agissait de l'abonnement de soutien on a placé le titre correspondant au prix de l'abonnement amical, et vice versa.

Nos amis voudront bien rétablir ce que nous disions, et se rappeler que le prix de l'abonnement annuel a été porté à huit francs **et le prix de l'abonnement de soutien à** 20 francs **minimum (le maximum étant illimité).**

Nous prions nos amis que leur situation matérielle a empêchés de répondre à nos récents appels de ne pas oublier de payer leur réabonnement. L'effort exceptionnel dont fait foi la liste de souscription publiée dans ce numéro, et qui a sauvé notre revue, ne remplace pas les apports réguliers qui alimentent d'une façon continue toute publication.

D'autre part, si nos entrées dépassaient nos dépenses, nous en profiterions pour éditer de nouvelles études, nécessaires au développement d'un mouvement humaniste libertaire. Les excédents monétaires ne sont donc pas à craindre.

VIENT DE PARAITRE :

Jacques BOUYE
L'HOMME DANS L'INDUSTRIE.

Laureano RIERA
UNE EXPERIENCE PASSIONNANTE PAR 5 000 OUVRIERS.

Gaston LEVAL
BALLOBAR
Une collectivité agraire en Espagne.

Un livre de 120 pages
Prix : 3 francs, envoi compris

NOUS AVONS EN VENTE

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs, pour faciliter la diffusion de nos idées les éléments de propagande suivants (prix franco dans tous les cas) :

L'Enfance en croix, récit par Gaston Leval (224 pages, **7 F**)

Eléments d'éthique moderne, par Gaston Leval 105 pages, **2,50 F**)

Pratique du socialisme libertaire, par Gaston Leval (82 pages, y compris quatre schémas, **2 F**)

Le Monde nouveau, son plan, sa constitution, son fonctionnement, par Pierre Besnard (124 pages, **3 F**)

Des miracles de Lourdes à Teilhard de Chardin, par Georges Las Vergnas (**5,50 F**)

La honte des siècles, par Abecassis (206 pages, **4 F**)

Socialistes libertaires, pourquoi ? (0,20 F)
Le Chemin du socialisme (40 pages, **0,60 F**)

ADMINISTRATION — Abonnement annuel : France : **8 F.** - Etranger : **10 F.** - L'exemplaire : **0,70 F.**
Demandes et mandats à : **Mme Luce OTTIE - 21, rue des Mathurins, BIEVRES (Seine-et-Oise) - C.C.P. Paris 5935 - 17**
DIRECTION — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar-Quinet, PARIS (14e)

Le directeur-gérant, **Gaston LEVAL**

idi, Argenton, Indre - Dépôt légal : 1er trimestre 1965.